



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} décembre 2017
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-sixième session

31 janvier-7 février 2018

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : stratégies d'élimination de la pauvreté visant à parvenir à un développement durable pour tous

Déclaration présentée par Graduate Women International (GWI), organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Graduate Women International : l'éducation comme moyen d'éliminer la pauvreté afin de parvenir au développement durable pour toutes les filles et les femmes

Enjeu

Il a été clairement établi que la pauvreté diminuait les chances des filles d'aller à l'école. Selon les dernières estimations de la Banque mondiale, 10,67 % de la population mondiale – soit environ 746 millions de personnes – vivent dans l'extrême pauvreté, définie comme le fait de vivre avec moins de 1,90 dollar international par jour. Au niveau mondial, environ 44 % des personnes considérées comme extrêmement pauvres sont des enfants de moins de 15 ans, soit près de 328 millions de personnes (Banque mondiale). En outre, parmi les adultes considérés comme extrêmement pauvres, près de 40 % ne sont jamais allés à l'école et n'ont jamais reçu d'enseignement scolaire. Si le pourcentage de personnes non scolarisées dans le monde a diminué – grâce aux programmes et mesures en faveur de l'éducation universelle – les chiffres montrent également que ces mesures n'ont que très peu d'effet pour sortir les gens de la pauvreté. Compte tenu de ces éléments, Graduate Women International (GWI) déclare que le seul accès à l'éducation est insuffisant pour éliminer la pauvreté, et réaffirme ses précédentes déclarations selon lesquelles la qualité de l'enseignement est la clef de la réalisation de l'objectif de développement durable n° 1 (éliminer la pauvreté), ainsi que des objectifs 4 (une éducation de qualité) et 5 (parvenir à l'égalité des sexes), tout en reconnaissant l'interdépendance des 17 objectifs de développement durable.

Si l'on veut éliminer la pauvreté, il est essentiel de mettre l'accent sur l'accès sans danger à une éducation de qualité, afin de promouvoir les droits fondamentaux relatifs au développement, en donnant aux filles et aux femmes les ressources et connaissances nécessaires pour transformer leur vie.

Cause

L'un des obstacles les plus importants à l'amélioration de la coopération internationale pour le développement social est la présence de la corruption dans l'ensemble du secteur. Selon Transparency International, les dépenses publiques consacrées à l'éducation représentent environ 20 à 30 % de nombreux budgets nationaux et les systèmes éducatifs sont très vulnérables à la corruption. Celle-ci apparaît sous de nombreuses formes et touche tous les domaines de l'éducation, notamment : le financement des écoles et des infrastructures ; le recrutement, la rétention et la formation des enseignants et des éducateurs ; la répartition des ressources et des équipements, l'administration et l'admission aux universités (UNESCO).

Ces cas de corruption réduisent le nombre et la qualité des enseignantes, ce qui empêche leur plein épanouissement social et les enferme dans le cercle vicieux de la pauvreté ; par conséquent, elles ne sont pas en mesure de devenir des agents de changement positif pour les autres filles dans leurs communautés. Avec des professeurs sous-qualifiés ou absents, les élèves ne bénéficient pas du temps d'instruction nécessaire au développement et à l'apprentissage. En raison de la distribution inéquitable des documents et équipements pédagogiques, les étudiants les plus pauvres se retrouvent souvent avec du matériel insuffisant pour comprendre

pleinement les enseignements. Les classes surpeuplées et les bâtiments scolaires délabrés sont dangereux et ne sont guère propices à l'apprentissage. En outre, lorsque la corruption est tolérée et qu'on lui permet de s'insinuer dans les systèmes éducatifs, les étudiants méritants sont négligés, ou pire, se voient catégoriquement refuser l'accès aux écoles et aux universités, en raison de normes culturelles liées aux pauvres et de leur manque de ressources et de relations, qui les privent de leur droit au développement et à l'éducation.

Les filles pauvres sont encore plus marginalisées. Les limites créées par la pauvreté due à la corruption empêchent de façon exponentielle les personnes qui en sont victimes d'obtenir les mêmes avantages que leurs pairs sur le plan éducatif, ce qui perpétue la mondialisation de la pauvreté et empêche le développement social.

Position et recommandations de GWI

Faisant sienne la mission du Programme 2030 intitulée « Ne pas faire de laissés-pour-compte » et forte de ses 98 années d'expérience dans la promotion et la défense de l'éducation des filles, notre organisation prend la parole pour évoquer l'interconnexion entre la pauvreté, la corruption et l'éducation. Afin de progresser vers le plein développement des femmes et des filles, y compris les femmes autochtones, les réfugiées, les femmes handicapées, les femmes âgées et tous les autres groupes marginalisés qui sont trop souvent oubliés ou laissés de côté, GWI fait aux États et aux gouvernements locaux les recommandations suivantes :

- Garantir une éducation secondaire et tertiaire de qualité à toutes les filles et femmes et faire respecter l'obligation d'un enseignement primaire et secondaire ;
- Garantir un accès sûr à une éducation de qualité pour les filles et les femmes en appliquant des lois les protégeant contre les différentes formes de violence sexiste, telles que : le mariage précoce et forcé, la traite des êtres humains, la violence au sein de la famille, le harcèlement sexuel et les mutilations génitales féminines ;
- Intégrer une dimension pédagogique à tous les aspects de l'élimination de la pauvreté grâce à la mise en place de cours destinés aux filles sur les bases de l'économie et de la finance ;
- Recenser les cas de corruption dans le système éducatif et engager des poursuites judiciaires ;
- Offrir aux femmes l'égalité d'accès au marché du travail et de rémunération, ainsi que des possibilités d'emploi adaptées à leurs études et à leurs capacités ;
- Faire participer activement les ONG et les soutenir en tant que partenaires et experts dans le secteur de l'éducation ;
- Accroître la responsabilisation en élaborant des indicateurs complémentaires relatifs aux objectifs de développement durable ;
- Mettre en place un mécanisme obligeant toutes les écoles à s'enregistrer auprès des autorités nationales et locales ;
- Mettre en place des mécanismes clairs permettant aux élèves, aux parents et aux enseignants de se plaindre ;
- Mettre en place des sanctions contre la corruption ;

- Mettre en place des cadres législatifs pour un recrutement et une progression des carrières fondés sur le mérite ;
- Examiner et renforcer leurs politiques de recrutement, d'embauche, d'emploi sur le long terme et de promotion des enseignantes dans leur système scolaire afin de donner aux jeunes filles des modèles de femmes salariées occupant des postes à responsabilités et d'influence.

Si la pauvreté a un impact négatif sur l'éducation des filles, GWI considère que cette relation est également vraie dans le sens inverse : les filles qui reçoivent une éducation de qualité sont plus susceptibles de sortir du cercle vicieux de la pauvreté. Elles sont plus susceptibles de trouver un emploi pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille, de participer de manière constructive à la vie de leur communauté et d'instruire elles-mêmes d'autres personnes.

GWI appelle à l'élimination de la pauvreté par l'éducation et la pleine intégration et autonomisation des filles et des femmes partout dans le monde et invite les États et les organisations du monde entier à collaborer avec elle afin d'éliminer totalement la pauvreté.
